

Discours à l'occasion de la cérémonie de remise du prix Mohamed Sahabdeen

Honorable Ministre,
Dr. Weeramantry, invité d'honneur,
Deshamanya Dr. Sahabdeen,
Chers membres de la A.M.M. Sahabdeen Trust Foundation,
Chers co-récipiendaires du prix Mohamed Sahabdeen,
Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à remercier la Sahabdeen Trust Foundation de m'avoir attribué cette récompense. Je suis encore plus sensible aux honneurs reçus dans mon propre pays qu'aux distinctions que j'ai eu le privilège de me voir décerner à l'étranger. Recevoir un prix aussi prestigieux que la Sahabdeen Award de la part d'une organisation éminemment respectée de la société civile m'inspire également un profond sentiment d'humilité, d'autant plus lorsque je pense aux personnes qui ont été récipiendaires de ce prix par le passé, mais également en raison du fait que je me trouve ce soir en présence d'invités de marque. Être récompensé aux côtés de l'illustre scientifique indien Prof. Narlikar et de deux des plus grands intellectuels et modèles de Sri Lanka – Kumari Jayawardena et Godfrey Gunatilleke – place la barre si haut que je doute sérieusement de ma capacité à la franchir.

Je tiens tout spécialement à remercier Dr. Sahabdeen. Brillant étudiant en philosophie ayant réussi à entrer au sein du prestigieux et élitiste Ceylon Civil Service – comparable à l'École Nationale d'Administration française (ENA) –, il a pris une retraite anticipée afin de consacrer son temps à des recherches intellectuelles et s'employer à être ce que j'appellerais un bon citoyen. Au milieu du bruit et de la violence qui nous entourent, ce sont des personnes comme Dr. Sahabdeen qui élèvent et donnent de la dignité à notre société. Il nous rappelle, en silence et sans ostentation, la décence morale fondamentale qui continue de faire la cohésion de notre pays, ainsi que la grandeur de l'éducation et de la philanthropie altruiste dont nous tous, Sri Lankais, sans distinction d'ethnie ou de religion, sommes capables. Comme l'a écrit le célèbre poète soufiste du 13^{ème} siècle, Jalalud'din Rumi (que Dr. Sahabdeen connaît très bien) :

« Que feront nos enfants le matin s'ils ne nous voient pas voler ? »

Je souhaite au Dr. Sahabdeen et à la Sahabdeen Trust Foundation d'être encore de nombreuses années utiles à notre pays.

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Le carton d'invitation qui m'a été adressé indique que je reçois cette récompense pour la « paix et la compréhension internationales ». En fait, le travail que j'accomplis dans le domaine des affaires internationales est inextricablement lié à la mission qui m'a été confiée en vue d'assurer la sécurité nationale par le biais d'un accord politique négocié dans le cadre du processus mis en œuvre dans le but de trouver une solution durable au conflit, lequel demeure une plaie béante dont seul l'accord de cessez-le-feu panse les blessures. Car la sécurité de toutes les

nations contribue à la paix et à la sécurité à travers le monde. Et dans le monde hautement intégré dans lequel nous vivons aujourd'hui, nous sommes bien plus interdépendants que nous ne tendons à le croire. Le Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'évaluer les menaces, les défis et le changement, qui a remis son rapport au Secrétaire général des Nations Unies l'année dernière, a remarqué qu'« aujourd'hui, plus que jamais, les menaces sont étroitement liées et [qu']une menace à l'égard d'un pays constitue une menace pour tous les autres. La vulnérabilité réciproque des faibles et des forts n'a jamais été aussi évidente. »

Par conséquent, qu'il s'agisse des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, qui ont augmenté de 10 millions le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté et ont coûté plus de 80 milliards de dollars à l'économie mondiale, ou d'une maladie se répandant d'un État à un autre suite à la contamination d'un voyageur parmi 700 millions, causant ainsi des millions de victimes dans un grand nombre de pays, nous revenons toujours au fait inéluctable que la sécurité mondiale est à la fois collective et à multiples facettes. Notre propre sécurité et notre instabilité ont un impact sur la sécurité régionale et mondiale. Il s'agit d'une responsabilité commune, ce qui explique l'intérêt et la préoccupation dont font preuve à notre égard tant de membres de la communauté internationale qui nous aident à surmonter nos difficultés. Face à cela, les réactions xénophobes montrent que certaines sections de notre communauté n'ont pas compris que dans le monde actuel la coopération des autres États est indispensable à notre propre sécurité. La violence qui a déchiré notre pays tient essentiellement au fait que nous n'avons pas eu une bonne gouvernance et une bonne administration politique depuis notre accession à l'indépendance. À l'origine, cette situation n'a été provoquée par personne d'autre que par nous-mêmes. C'est à nous seuls que revient donc la responsabilité primordiale de protéger nos concitoyens de toutes ethnies contre la reprise des hostilités et son lot de souffrances, de morts et de destructions. Alors que le génocide du Rwanda et les massacres de Srebrenica continuent de hanter la mémoire collective, le rapport – d'une portée considérable et qui fait école – remis en décembre 2001 par la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États, créée sur l'initiative du Canada, recommande le principe fondamental selon lequel la souveraineté des États implique la notion de responsabilité, et la responsabilité primordiale de la protection du peuple revient à l'État. Néanmoins, lorsqu'une population est victime de souffrances terribles en raison d'un conflit interne, d'un mouvement insurrectionnel, d'une répression ou d'une insuffisance de l'État, et que l'État en question n'est pas disposé ou n'est pas en mesure de mettre un terme à ces meurtrissures ou de les prévenir, le principe de non-ingérence dans les affaires internes des États – noble principe des relations internationales soutenu depuis longtemps par les pays non alignés comme le nôtre – cède devant la responsabilité internationale de protéger les peuples. Cette responsabilité doit être exercée par le Conseil de Sécurité de l'ONU conformément à la Charte et aux procédures prescrites. Ce concept de « responsabilité pour protéger » s'est largement répandu et a indubitablement influencé les rapports du Panel de Haut Niveau et du Secrétaire général de l'ONU qui fondent la base des discussions actuellement en cours au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce principe est toutefois considéré avec

méfiance par un certain nombre de pays en voie de développement qui y voient une forme de néocolonialisme. Il n'est pas non plus toujours mis en œuvre de manière équitable comme par exemple à l'égard des minorités opprimées dans des pays plus grands et plus puissants.

Dans notre pays, il est encore en notre pouvoir de remédier à nos problèmes par le biais d'une solution politique négociée dans le cadre d'un Sri Lanka uni, démocratique et pluraliste, où toutes les religions et toutes les communautés ethniques cohabiteraient dans la paix, l'égalité, la dignité et la liberté. La communauté internationale et ses instances sont disposées à nous aider dans ce processus de paix mis en œuvre depuis trop longtemps dans le but de reconstruire notre nation. Dans son rapport du 21 mars 2005, intitulé « Dans une liberté plus grande », le Secrétaire général des Nations Unies fait apparaître la vérité centrale suivante : « ... Il n'y a pas de développement sans sécurité, il n'y a pas de sécurité sans développement, et il ne peut y avoir ni sécurité, ni développement si les droits de l'homme ne sont pas respectés. Si le combat n'est pas livré sur tous les fronts, aucune victoire ne sera possible ». Nous qui avons entrepris la lourde tâche de construire la paix à Sri Lanka devrions méditer sur la sagesse de ces mots.

Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,

Il n'y a pas que notre paix et notre sécurité nationales qui sont mises en question et soumises à de nombreuses menaces. La paix et la sécurité internationales sont également mises à rude épreuve. Dans son dernier recueil annuel, le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)¹ relève qu'en 2004, 19 conflits armés majeurs ont eu lieu dans 17 endroits du monde et que tous étaient des conflits internes. Fort heureusement, Sri Lanka n'en fait pas partie grâce à son cessez-le-feu – qui a pourtant connu de multiples violations. Ces derniers temps, plus de 40 pays ont été ravagés par des conflits, qui ont conduit au déplacement d'environ 25 millions de personnes. Une autre statistique alarmante est le fait que les dépenses militaires mondiales en 2004 ont été estimées à 1035 milliards de dollars, ce qui correspond à 162 dollars par personne et à 2,6% du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial. Les 100 plus grandes sociétés impliquées dans le commerce des armes ont enregistré des ventes d'armes d'une valeur de 236 milliards de dollars en 2003. L'arsenal des armes nucléaires des 5 Etats détenteurs de l'arme nucléaire ayant signé le Traité de Non-Prolifération (TNP) et des trois autres Etats n'y ayant pas adhéré, compte plus de 30 000 têtes nucléaires en état d'alerte de déclenchement immédiat. Le fait d'envisager que les terroristes puissent se doter d'armes de destruction massive a aggravé encore le risque de terrorisme.

Mais de nos jours, les menaces et les défis ne se cantonnent pas à la seule zone de sécurité militaire, ils abondent également dans le domaine non-militaire avec la pauvreté – plus d'un milliard de personnes vivent aujourd'hui en dessous du seuil

¹ Institut d'études stratégiques fondé en 1966 pour commémorer 150 ans de paix ininterrompue en Suède. Sa tâche consiste à effectuer des études scientifiques au sujet de l'importance des conflits et de la coopération pour la paix mondiale, dans le but de contribuer à la compréhension des conditions nécessaires à la résolution pacifique des conflits internationaux et à une paix durable.

de pauvreté avec moins d'un dollar en poche par jour, et 20 000 autres meurent de pauvreté chaque jour – ; les pandémies, comme le VIH/sida, qui ont tué 20 millions de personnes et en ont infecté 40 autres millions ; la dégradation de l'environnement ; les changements climatiques ; les catastrophes naturelles telles que le tsunami que nous avons enduré en décembre 2004 ; ainsi que beaucoup d'autres dangers économiques, sociaux et même culturels.

Au cours du Sommet du Millénaire de 2000, l'Assemblée générale des Nations Unies a tenté d'aborder, dans le cadre d'une réponse collective, les problèmes urgents auxquels la communauté internationale est confrontée. Cette initiative a conduit à l'adoption de la Déclaration du Millénaire – un document historique adopté par la plus grande assemblée de chefs d'Etat et de Gouvernement jamais réunie au siège des Nations Unies. Depuis, nous avons connu en 2003 des dissensions profondes après que les forces de la coalition menées par les Etats-Unis ont ouvert les hostilités contre l'Iraq, sans qu'aucune résolution du Conseil de Sécurité n'ait apporté l'aval et l'accord exprès des Nations Unies. Ce désaccord a affecté le concept de sécurité collective qui avait fait l'objet d'un consensus jusqu'à présent. Un Panel de Haut Niveau a été chargé d'émettre des recommandations dans le but de rétablir ce consensus. Ces recommandations sont à présent à notre disposition, de même que le rapport du Secrétaire général des Nations Unies, lequel s'appuie sur le rapport du Panel de Haut Niveau et sur celui du Prof. Jeffrey Sachs relatif à la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Les délégations au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies examinent actuellement un document préliminaire en vue de son adoption par les chefs d'Etat et de Gouvernement en septembre de cette année. Il s'agit d'un exercice délicat auquel les organisations non-gouvernementales ainsi que les Gouvernements prennent une part active, bien qu'à Sri Lanka il n'y ait eu que très peu de discussions publiques sur le sujet, ce qui est fort regrettable. Le soixantième anniversaire des Nations Unies marque une occasion de redessiner les contours de l'organisation mondiale de façon à l'adapter aux défis du 21^{ème} siècle. La tâche qui nous attend implique plus qu'une réforme et un élargissement du Conseil de Sécurité, bien qu'il s'agisse certainement d'un élément important. Des recommandations particulières ont été émises dans les domaines politique, économique et institutionnel, ainsi qu'en matière des droits de l'homme. Parmi ces recommandations, il convient de citer : la création d'un consensus sécuritaire ; la prévention des conflits ; l'établissement d'une capacité de réserve de déploiement rapide des forces de maintien de paix des Nations Unies ; la mise en place d'une Commission de consolidation de la paix dotée d'un fonds permanent et d'un bureau de soutien à la consolidation de la paix ; un accord sur l'utilisation de la force dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales ; l'instauration du Conseil des droits de l'homme, qui vient remplacer la Commission des droits de l'homme ; ainsi qu'une série de mesures économiques liées aux objectifs du Millénaire pour le développement et aux récentes conférences des Nations Unies. L'issue de ce débat, qui se poursuivra tout au long des prochaines semaines, aura un impact considérable sur les Nations Unies, de même que sur tous nos pays dans les années à venir.

Dans le cadre de la réflexion que nous menons en vue de permettre à l'organisation mondiale de relever les défis de l'avenir sur la base de l'expérience passée, nous devrions commencer par nous appuyer sur un socle commun de valeurs et de principes éthiques. L'utilisation du terme « éthique » en tant qu'ensemble de principes moraux suppose que nous lui donnons tous la même signification. Au sens large du terme, nous parlons des réalisations culturelles, morales et spirituelles incompressibles accomplies par l'humanité sur plusieurs siècles de civilisation. C'est la quintessence même de toutes les philosophies religieuses et le plus grand facteur commun entre toutes les cultures.

L'éthique en soi serait de peu de valeur si elle n'avait pas la propension de s'appliquer aux affaires humaines et à l'amélioration de la condition humaine. Beaucoup présument à tort que le domaine des valeurs éthiques et le monde pragmatique de la politique sont à des années-lumière l'un de l'autre, et que ces deux univers sont inconciliables. Les réalisations accomplies par les Nations Unies prouvent qu'il peut y avoir une fusion entre l'éthique et la politique, et que cette fusion contribue à améliorer l'humanité et à consolider la paix.

Nous sommes encore au tout début du premier siècle de ce nouveau millénaire et venons de quitter le siècle le plus sanglant de toute notre histoire. Nous avons là une chance unique d'exploiter la légitimité et l'autorité incontestables que l'Organisation des Nations Unies tient de sa capacité à établir des normes, et pouvons ainsi façonner un nouvel ordre mondial bâti plus solidement sur l'éthique que sur la recherche exclusive du profit individuel ou de l'intérêt national.

Les valeurs partagées que nous avons exposées dans la Déclaration du Millénaire servent de base éthique commune. Elles ont été rappelées dans le document préliminaire établi avant l'Assemblée générale. Elles comprennent six des plus grandes aspirations fondamentales de l'humanité, qui sont la liberté, l'égalité, la solidarité, la tolérance, le respect de la nature et la responsabilité partagée. Chacune de ces valeurs fondamentales nous guide dans la mise en œuvre des plans d'action spécifiques sur lesquels la communauté internationale doit s'engager. Elles sont notre boussole morale. Chacune de ces valeurs représente des forces puissantes qui ont inspiré et motivé l'humanité à travers les millénaires. Elles ont été les accélérateurs du progrès humain. Collectivement, elles constituent également le point de référence à partir duquel nous devons juger nos résultats, en tant que nations individuelles et en tant que communauté mondiale, dans les actions que nous mettons en œuvre pour conduire l'humanité vers un monde meilleur et plus sûr.

Ces valeurs sont, premièrement :

- *La liberté* – valeur éthique qui permet de délivrer le monde de l'esclavage, du colonialisme et de l'apartheid ; elle protège les hommes, les femmes et les enfants contre la peur, l'exploitation et les mauvais traitements, l'injustice et la privation, la peur et la faim.

Deuxièmement,

- *L'égalité* – c'est ce qui a poussé les sociétés à abolir la discrimination en raison de la couleur de peau, la race, la richesse, l'appartenance ethnique, l'origine aristocratique et le sexe. C'est la valeur éthique qui permet de responsabiliser les individus dans la société et dans les nations de la communauté internationale, qu'ils soient grands ou petits, riches ou pauvres, puissants ou dociles.

Troisièmement,

- *La solidarité* – c'est le sens d'une identité commune propre à une même famille humaine liée par des responsabilités et des devoirs réciproques. Cette valeur éthique a donné lieu à des contrats sociaux et une aide sociale au sein des nations, et a conduit des pays riches et développés à apporter leur soutien et leur assistance en faveur des victimes de maladies, de catastrophes ou de pauvreté endémique. Elle est là pour assurer l'élimination de l'injustice, des écarts constatés dans le développement mondial et du pouvoir absolu.

Quatrièmement,

- *La tolérance* – c'est le ciment qui lie tous les êtres humains ensemble dans le respect mutuel, malgré l'étonnante diversité qui apparaît à la fois à l'intérieur même des nations et au sein de la communauté internationale. C'est la valeur éthique qui empêche les conflits ethniques et religieux au sein des nations et le « choc des civilisations » à l'échelle mondiale, en assurant un « dialogue entre les civilisations » et en célébrant la diversité humaine comme un don naturel.

Cinquièmement,

- *Le respect de la nature* – c'est ce qui a permis de préserver les ressources naturelles disponibles et potentielles de notre planète Terre ainsi que notre système écologique qui font partie de notre héritage commun, dans le souci de satisfaire les besoins véritables de l'humanité, et non ses exigences avides. C'est la valeur éthique qui nous conduit vers le développement durable et nous permet de gérer notre consommation de ressources de manière équitable et judicieuse de façon à confier aux générations futures le monde dans lequel nous vivons dans un état au moins aussi sain et aussi salubre que celui qui nous a été transmis par les générations précédentes.

Et pour finir,

- *La responsabilité partagée* – c'est la double prise de conscience commune que, d'une part, nous sommes tous frères et sœurs vivant ensemble dans un monde plus que jamais intégré en raison des processus de

mondialisation, et que, d'autre part, les biens publics doivent être idéalement gérés, au niveau national, par des initiatives participatives et centrées sur l'être humain ainsi que par une bonne gouvernance démocratique, et, à l'échelle mondiale, par le multilatéralisme et les organisations internationales – tout particulièrement les Nations Unies – dans le cadre de la réponse collective à apporter afin de protéger la paix internationale et la sécurité humaine face aux défis mondiaux actuels. C'est la valeur éthique qui empêche l'humanité de tomber dans l'anarchie et l'autodestruction résultant de l'égoïsme et de la débauche, mais elle constitue aussi l'assurance de parvenir à un ordre international basé sur des règles et fondé sur le droit international, les droits de l'homme et la justice.

La traduction de ces valeurs éthiques dans le monde d'interactions humaines dans lequel nous vivons quotidiennement – faire la bonne chose pour la bonne raison – constitue pour nous un énorme défi. Nous avons déjà été amenés à relever un certain nombre de signaux d'alarme prouvant l'érosion de notre fondement éthique. Le terrorisme, le nihilisme et l'anarchisme en sont des symptômes inquiétants. Sont-ce le résultat de perceptions selon lesquelles les politiques menées par le passé ont créé une rupture avec l'éthique ? Ou représentent-ils l'émergence de nouvelles menaces contre lesquelles notre réponse collective ne doit pas être le militarisme, mais un retour à nos valeurs éthiques communes et à leur mise en œuvre de façon honnête, transparente et cohérente.

Notre tâche, qui consiste à rétablir un consensus sur la sécurité commune, serait facilitée si nous avions à notre disposition un baromètre qui nous permettrait d'évaluer les résultats obtenus par tous nos dirigeants dans la mise en œuvre de l'éthique comme politique. Le monde a connu le développement de nombreux indicateurs de progrès humains. Nous avons des indicateurs économiques et sociaux allant du Produit National Brut en termes quantitatifs à l'indice de développement humain en termes qualitatifs. Il existe par ailleurs d'autres indices spécifiques tels que l'indice de perceptions de la corruption de Transparency International et l'indice de liberté de Freedom House. Mon espoir est de voir des organismes de recherches, des cellules de réflexion et des organisations non-gouvernementales joindre leurs efforts en vue de concevoir un indice de politique éthique classant les pays en fonction de leur adhérence ou non à un ensemble de valeurs éthiques communes telles que celles établies dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies. Cela contribuerait à exercer une pression sur les Gouvernements devant répondre devant leur peuple en adoptant des politiques d'intérêt général et durable. C'est l'un des nombreux outils que nous pouvons proposer afin d'accroître le rôle de l'éthique dans l'élaboration des politiques visant à répondre aux nouvelles menaces sécuritaires et aux autres défis auxquels l'humanité doit faire face aujourd'hui. Il est urgent de préserver et de développer les fondements de notre humanité commune pour un nouveau et glorieux chapitre de l'histoire humaine, auquel Sri Lanka pourra prendre part aux côtés d'autres membres de la communauté internationale.

Dans notre pays plus que nulle part ailleurs, il est urgent de revenir aux valeurs et aux principes éthiques fondamentaux en raison des partisans de l'exclusivisme, des préjugés, de la haine et de la violence qui se dressent contre la reconstruction d'une nation pacifique et prospère.

Rappelons-nous ces mots du Seigneur Bouddha inscrits dans le *Dhammapada* :
« *Les autres ne savent pas que dans cette querelle nous périssons ; ceux qui le comprennent ont vu par là leurs disputes s'apaiser.* »

Il est temps d'apaiser les querelles entre nous.

Merci.